

Genève & région

Plonk et Replonk: l'univers du livre au pied de la lettre

Page 28

Douze reines des échecs en tournoi à Genève

Page 25



Naturalisation

Victime de propos déplacés d'un élu UDC, elle témoigne

Un élu de la Ville a dérapé devant une candidate à la naturalisation. Il a été mis à la porte de son parti

Fabiano Citroni

L'UDC ne souhaitait pas évoquer l'affaire. Mais une fuite sur le site Internet du *Matin* a contrarié ses plans. Hier après-midi, le parti agrarien s'est fendu d'un communiqué dans lequel il précise avoir mis à la porte un conseiller municipal de la Ville de Genève, en janvier. Motif: il a eu un comportement inapproprié vis-à-vis d'une candidate à la naturalisation.

L'affaire remonte au mois d'août 2012. Membre de la Commission des naturalisations, Olivier Tauxe se rend au domicile d'Elena*. Il doit la rencontrer afin de rédiger un rapport à l'intention de ses collègues. «Je pensais que cet entretien serait une formalité, mais je me suis retrouvée face à un grossier personnage, confie la quadragénaire, jointe hier soir. Il m'a fait des commentaires sur mon physique. Il m'a dit que j'étais plus jolie en vrai qu'en photo et il m'a parlé de mes beaux yeux.»

«J'étais choquée»

Sur le moment, Elena ne dit rien. «Pour moi, cet homme représentait l'autorité. J'avais besoin de son feu vert pour obtenir le passeport suisse. J'étais choquée.» Selon elle, Olivier Tauxe l'aurait également interrogée sur ses préférences politiques et aurait fait «des allusions inappropriées sur les étrangers». Contacté, l'ancien élu conteste ces deux points. En revanche, il reconnaît



C'est en décembre, quand Elena a reçu son passeport, qu'elle a signalé le cas aux autorités. GAËTAN BALLY/KEYSTONE

avoir dit à Elena qu'elle était «charmante».

Après avoir rencontré Elena à son domicile, Olivier Tauxe l'appelle à plusieurs reprises et lui envoie des SMS. «En un week-end, il m'a appelée à six reprises, dont une fois à 22 h. Il était insistant. Il disait vouloir me voir en personne, mais il ne souhaitait pas me dire pourquoi. J'ai accepté de le rencontrer, mais il a annulé le rendez-vous au dernier moment. Le ton de ses SMS m'a choquée. Il m'a même tutoyée», affirme Elena.

En septembre, Elena reçoit un préavis favorable à sa demande de naturalisation. Elle envoie alors

un message à l'élu pour le lui signaler. «Il m'a dit qu'il désirait me voir pour faire un don de matériel paramédical à mon employeur. Je n'ai pas répondu à son message. Il n'en a plus envoyé.»

Marié depuis dix-sept ans

Olivier Tauxe maintient cette version des faits. «Je ne voulais en aucun cas courtiser cette personne. Surtout que je suis marié depuis dix-sept ans. Je voulais lui donner du matériel, mais elle a dû paniquer.»

Peu après les faits, Elena prend contact avec l'Office cantonal de la population. «Ils m'ont conseillé d'attendre la fin de la procédure

avant d'agir. Sinon ma demande de naturalisation aurait pu prendre du retard.» En décembre, lorsqu'elle reçoit son passeport, Elena signale le cas aux autorités. «L'idée était d'éviter que d'autres candidats à la naturalisation ne subissent ce type de comportement.»

Transmis au secrétariat du Conseil municipal, le courrier est porté à la connaissance du chef de groupe UDC, Eric Bertinat, le 29 janvier. Il convoque Olivier Tauxe et lui propose une sortie honorable. «La nature de cette affaire n'étant pas politique, nous ne voulions pas la médiatiser», explique Eric Bertinat.

Le 31 janvier, la section UDC diffuse le communiqué suivant: «Nous prenons acte de la démission du conseiller municipal Olivier Tauxe. Des raisons de santé sont à l'origine de cette décision.» Dans les jours qui suivent, Eric Bertinat rencontre Elena et lui présente ses excuses. «Excepté cet épisode, les autorités suisses ont fait preuve d'un grand professionnalisme, dit Elena. C'est pour ça que je n'ai pas voulu déposer une plainte.»

Olivier Tauxe, lui, confie qu'il a fait «une connerie. Je ne voulais aucun mal à cette personne.»

*Prénom fictif

Processus à revoir?

Est-il normal qu'un seul élu se rende au domicile d'un candidat à la naturalisation? Cette question se pose à la lumière de la mésaventure vécue par Elena. «Cela peut être problématique, estime Alexandra Rys, ancienne présidente du Municipal. Mais il n'y a jamais eu de problème. Lorsqu'un commissaire rend son rapport, il y a un vote de la commission. Si le préavis est négatif ou si le score est serré, un autre commissaire se rend au domicile du candidat.»

Actuel président du Municipal, Jean-Charles Rielle met en avant la notion de «coût efficacité»: «On ne va pas tout changer parce qu'il y a un problème. Les membres de la Commission des naturalisations ont beaucoup de travail. S'ils se rendent à deux au domicile d'un candidat, ils risquent d'être sous l'eau. Je pense que notre système fonctionne bien.»

Par ailleurs, le socialiste rappelle qu'avant d'arriver sur le bureau des conseillers municipaux, les dossiers sont traités par Berne et le Canton. «Et après les avoir étudiés, nous les transmettons au Conseil administratif, qui a son mot à dire. Ensuite, les dossiers sont envoyés au Canton, qui a le dernier mot. Il y a donc de nombreux filtres pour éviter un traitement subjectif d'un dossier. Même si cette histoire est malheureuse, je rappelle ici que c'est une exception.» **FC.**

Pierre Maudet se heurte frontalement au syndicat

Des députés critiquent davantage l'attitude du syndicat des gardiens de prison que la méthode du conseiller d'Etat

Pierre Maudet, chef du Département de la sécurité, n'a pas fini de se heurter au puissant syndicat des gardiens de prison. L'Union du personnel du corps de police (UPCP) vient de dénoncer une convention, obtenue difficilement en novembre par le magistrat, sur le statut du personnel de Champ-Dollon. Le feu repart, attisé par l'aggravation des conditions de travail liées à la surpopulation carcérale. La méthode Maudet, capitaine à l'armée, est-elle vraiment efficace?

«C'est un nouveau désaveu pour lui, affirme Roger Golay, député MCG membre de la Commission judiciaire et de la police. Il ne fait pas mieux que ses prédécesseurs. Il se précipite trop pour obtenir des résultats en vue de l'élection au Conseil d'Etat de cet automne et en oublie le dialogue. Il ne consulte pas assez, néglige les négociations avec les partenaires.» S'attaquer aux avantages des gardiens alors que dans le même temps leurs conditions de travail se dégradent n'a jamais été digéré, indique en substance l'élu.

Cet avis reste minoritaire dans la classe politique. «Pierre Maudet n'a pas échoué, mais le problème est bien plus difficile à régler de par la situation à Champ-Dollon», ob-

serve la députée PLR Nathalie Fontanet. Il a vraiment essayé de négocier et veut se donner les moyens pour trouver des solutions.»

Aurait-il sous-estimé le problème? «Pierre Maudet ne s'est pas rendu compte de la difficulté à manœuvrer avec l'UPCP, estime le Vert Christian Bavarel. Il a cru naïvement qu'il suffisait de mettre de l'ordre et de la discipline au sein des troupes, mais cela n'a pas fonctionné car ils ont une culture de cogestion.» Cette attitude syndicale, exercée depuis des années, n'est plus acceptable, prévient-il: «L'UPCP ne se rend pas compte qu'elle est en train de s'attaquer au Parlement. Nous sommes face à des gens qui n'ont pas compris que tout le monde doit

faire des efforts énormes! L'éducation et la santé en ont d'ailleurs fait les frais.» Les temps ont changé rappelle la députée PDC Anne-Marie von Arx: l'Exécutif ne peut plus se permettre d'accorder des avantages aux mécontents pour éviter une crise. «Pierre Maudet hérite d'un non-courage politique. Il a raison d'être ferme. D'autant que ses propositions ne sont pas irrespectueuses et malhonnêtes.» Un avis partagé par la députée socialiste Loly Bolay.

Sophie Roselli

Consultez notre dossier sur www.champdillon.tdg.ch

PUBLICITÉ

Ouvert 7/7 les dimanches & fériés jusqu'au 26 mai à Gland

Y compris tout le week-end de l'Ascension

SCHILLIGER 9h - 17h

JARDIN MAISON

WWW.SCHILLIGER.COM